

Le bilan économique de la « reconstruction » en Haïti

Camille Chalmers, le 2 août 2012

La suivante est une version abrégée. Le texte au complet se trouve ici :

<http://www.cahiersdusocialisme.org/2012/08/02/haiti-le-bilan-economique-de-la-reconstruction/>

Quiconque visite le centre de Port-au-Prince et les autres régions affectées a l'impression que finalement peu de choses ont été réalisées au cours des 2 dernières années. La « reconstruction » ne semble exister que dans le discours des gouvernants et des experts internationaux. Plus de 120% du PIB a été détruit. Les dégâts et les traumatismes psychologiques sont considérables. N'aurions-nous rien appris de l'effroyable tragédie du 12 janvier 2010 ?

I. Les performances globales de l'économie haïtienne

Certains commentateurs parlent d'une nouvelle dynamique de croissance qui semble rompre avec la régression économique rapide alternant avec des périodes de stagnation qui caractérise notre économie au cours des 30 dernières années. En effet l'année 2011 a affiché un taux de croissance de 5.6% du PIB et le FMI annonce une croissance en termes réels de 7.8% pour l'année fiscale de 2010-2011.

Taux de croissance du PIB à prix constants :

- 2010 -5,4
- 2011 +5,6
- 2012 +7,8 (estimations préliminaires)
- 2013 +6,9 (projections)

Les rapports officiels et ceux des Institutions financières internationales insistent sur les aspects suivants : Une inflation modérée ne dépassant pas 8% pour l'exercice actuel, des réserves internationales nettes atteignant des chiffres records pour notre pays (2 milliards de \$ US en décembre 2011) et dépassant les 5 mois d'importations, une augmentation significative de la pression fiscale (de 9 à 13%) avec des recettes dépassant les prévisions au cours des 2 dernières années avec un déficit inférieur à ce qui avait prévu, un système bancaire solide qui n'est pas menacé par les soubresauts de la crise financière mondiale, une discipline fiscale qui se manifeste par une réduction soutenue du crédit vers le secteur public, une augmentation soutenue des exportations manufacturières.

Le plus récent rapport du FMI applaudit et déclare avec enthousiasme que les objectifs fixés ont été dans la majorité des cas atteints ou sont dans une étape avancée de réalisation. Rappelons que le FMI donnait aussi le même type de satisfecit au Gouvernement Préval/Alexis juste avant les soulèvements massifs au printemps de l'année 2008.

Citons rapidement quelques données (3) qui illustrent le maintien des grandes tendances structurelles et même la poursuite de la dégradation dans des domaines clés qui devraient fonctionner comme des leviers du développement national:

- Entre 2003 et 2011 le secteur agricole n'a connu qu'une croissance de 3% avec une moyenne interannuelle de 0,4%.
- Le PIB réel mesuré sur la base des valeurs de 85-86 était de 13 milliards de gourdes en 1988 il n'atteint que 14 milliards en 2011.
- Les industries manufacturières représentaient 14% du PIB en 1988 leur poids relatif se réduit à 8% en 2011.
- Les importations alimentaires ont augmenté de 96%, les transferts sans contrepartie envoyés par la diaspora continuent à osciller entre 20 – 25 % de notre PIB.
- Nous ne disposons qu'un peu plus de 1000 kms de routes pavées, la production d'électricité atteint seulement 61KW/per capita.
- Nous ne disposons que de 4 aéroports pavés, nous n'avons pas d'activités maritimes structurées, et les voies ferrées ont complètement disparu.

Ces données montrent l'impossibilité de générer une croissance soutenue. Les politiques économiques en vigueur continuent à répéter le catéchisme de l'ultralibéralisme et des diverses générations d'ajustement structurel malgré les leçons de crise mondiale de 2007 – 2008. On invoque à satiété comme dans un rituel religieux les investissements étrangers qui semblent être dotés de la capacité de résoudre tous nos problèmes.

Seule une rupture cohérente et déterminée avec les politiques en vigueur et une option claire pour la construction d'un projet faisant éclater la logique de l'exclusion et le modèle de croissance extravertie drainée par la recherche de main-d'œuvre bon marché dans les zones franches permettra d'ouvrir de nouveaux horizons de croissance et de développement pour notre pays. Rien n'est fait du côté des forces dominantes pour construire ce projet de rupture et de construction nationale.

II. Les malentendus et les incohérences de la coopération internationale

On ne peut pas faire un bilan de la reconstruction sans s'intéresser à l'un des acteurs qui de toute évidence a pesé de tout son poids sur la période sous étude c'est la mal nommée « communauté internationale ».

La moyenne du financement reçu au titre de l'APD5 était de 3 millions de \$ US par an dans les années 60 il atteint 900 millions en 2009 et plus de 2 milliards en 2010. Les résultats positifs pour Haïti ne sont pas au rendez-vous puisque pendant cette même Haïti est devenu selon la catégorisation établie par les rapports de la CNUCED sur les PMA un pays à « régression économique rapide ».

Au cours d'une célèbre conférence des donateurs tenue dans les locaux des Nations Unies des Gouvernements, des organismes multilatéraux et des blocs de pays promettaient de fournir sous forme de dons près de 12 milliards de \$US dans les deux champs prioritaires de l'humanitaire et de la « reconstruction ». En même temps le Gouvernement, décision approuvée par la suite par le Parlement, nommera un organisme appelé CIRH6 créé par un arrêté présidentiel du 21 avril 2010 conférant à cet organisme les missions d'assurer la « planification stratégique, la coordination et la mise en œuvre des activités financées par les bailleurs multilatéraux et bilatéraux et du secteur privé

concernant l'ensemble des activités dites de « reconstruction ». La CIRH a cessé d'exister en octobre 2011.

La ventilation des fonds décaissements effectués et leur affectation montre une forte tendance à contourner l'État haïtien. L'utilisation des fonds attribué au titre de la « reconstruction » révèle une triple dynamique de marginalisation : marginalisation et contournement de l'État et de ses institutions, marginalisation des organisations de la société civile haïtienne et marginalisation des entreprises haïtiennes. Les chiffres publiés dans un rapport précédent rendu public en juillet 2011 révélaient que sur l'ensemble des fonds décaissés au titre de l'aide humanitaire l'État haïtien n'a reçu directement que 1%. Selon un rapport établi par le CEPR de Washington DC de 1537 contrats signés par USAID pour une valeur de 204 millions \$ seulement 23 ont été signés par des entreprises haïtiennes pour des montants très faibles.

Selon le rapport le plus récent publié par le Bureau de l'ancien Président Bill Clinton en tant qu'envoyé spécial du Secrétaire Général des Nations Unies sur les 12 milliards promis, seulement 5,68 milliards ont été décaissés :

- \$2.21 milliards ont été consommés dans des activités dites humanitaires
- \$168.1 millions ont été investis dans la réponse au choléra
- \$2.48 milliards accordés aux activités dites de “reconstruction” dans le cadre des engagements pris le 31 mars 2010
- \$760.5 millions décaissés pour la reconstruction en dehors des engagements de la conférences du 31 mars 2010.
- Selon le même rapport les fonds décaissés au titre de “reconstruction” :
- \$1.65 milliards (66.6 %) ont été donnés aux organismes multilatéraux ONGs et firmes privées étrangères présents en Haïti.
- \$337.2 million (13.6 %) ont été au titre de support budgétaire à l'État haïtien.
- \$295.6 million (11.9 %) ont été donnés à la Banque Mondiale, à la BID et au système des Nations Unies par le biais de la FRH.
- \$196.9 million (7.9 %) ont été fournis au Gouvernement haïtien sous forme d'emprunt. Soulignons que ceci s'est produit en claire violation d'un principe adopté lors de la conférence des donateurs à New York qui affirmait que les fonds canalisés vers Haïti au cours des prochaines années devaient être exclusivement des dons.

Malgré certains résultats positifs incontestables la configuration de l'aide et le contexte des structures de distribution soulèvent de nombreuses critiques. Le mécontentement grandit dans les camps en particulier contre l'État - son absence et irresponsabilité chroniques - et contre les ONGs disposant de ressources considérables avec somme toute des résultats limités.

Des tendances inquiétantes de militarisation de l'aide humanitaire ont été dénoncées en particulier quand on analyse l'intervention de la 82ème division aéroportée des troupes américaines qui ont déployé, tout de suite après le séisme, 20.000 marines, des centaines de navires et d'avions de guerres et ont exercé un contrôle exclusif des ports et aéroports du pays sans aucune coordination avec les autorités du pays.

Le diagnostic du Marc Maeschalck signale : « Quant à l'action humanitaire, elle s'est aussi mise en place dans une certaine cacophonie, avec des jeux de concurrence et de surenchère, la volonté de plaire aux donateurs, d'adopter des schémas d'urgence préconçus avec un personnel mal informé

des particularités du terrain haïtien et se comportant trop souvent comme en territoire conquis ». Des données fiables révèlent que des sommes versées pour les sinistrés haïtiens un fort pourcentage est absorbé par les groupes d'interventions sous forme de salaires, de frais de voyage, de loyer et de moyens de transport (cf. en particulier le rapport du groupe Disaster Accountability Project publié en décembre 2011).

Il faut un puissant sursaut national et une grande mobilisation citoyenne soutenue pour créer les conditions d'une vraie sortie de crise. La « communauté internationale » doit se résigner à tirer les leçons de 15 années d'échec des missions onusiennes présentes de manière constante depuis 1992. Le pays n'a pas vraiment rétabli un climat de stabilité et de sécurité. Les fondements pour assurer des progrès au niveau des élections démocratiques n'existent pas. La culture de l'impunité – renforcée par les troupes d'occupation - empêche une structuration durable du système de justice. Le pays ne contrôle pas ses frontières avec la République Dominicaine et n'est pas arrivé à réduire de façon drastique le transit de la drogue. L'ONU a dépensé 5 milliards \$US en Haïti entre 2005 et 2009. Il faudrait questionner la validité de ces stratégies et les résultats en termes de structuration de l'appareil productif et des institutions étatiques pour répondre aux défis des catastrophes socio-naturelles et anthropiques et aux défis du non développement que le pays continuera à affronter.

L'aide internationale dans sa composante humanitaire comme dans sa dimension développement aura encore un rôle important à jouer comme support au processus de réhabilitation et de reconstruction. Pour bien jouer ce rôle, elle doit respecter la souveraineté du pays et son autodétermination dans la mise en place d'une stratégie de développement. Elle devra aussi abandonner les paradigmes traditionnels dominants pour adopter les chemins et les innovations nécessaires à une coopération authentiquement fraternelle et solidaire.

Notes:

1. Hôpital de l'Université d'État d'Haïti
2. Ces données sont tirées du dernier rapport du FMI sur Haïti : « Second and Third Reviews Under the Extended Credit Facility » publié le 2 avril 2012. Ce rapport peut être téléchargé directement sur le site du FMI : <http://www.imf.org/external/pubs/cat/longres.aspx?sk=25820.0>
3. Nous utilisons les chiffres disponibles dans les rapports de la Banque centrale et aussi les calculs présentés par l'économiste Pierre Marie Boisson, du Forum du secteur privé lors de la tenue des États Généraux de l'investissement en mars 2012.

Pour lire davantage sur Haïti : www.canadahaitiacion.ca